

Le doyen de la Faculté de droit de l'université McGill reproche aux États leur faiblesse face au pouvoir financier. Il dénonce la nouvelle droite qui nie les fondements mêmes des droits humains et va jusqu'à réhabiliter des penseurs nazis. Il affirme qu'il faut renforcer le pouvoir des citoyens au niveau mondial.

PAR ANDRÉ SELEANU | PHOTOS BENOIT AQUIN

PHOTO BENOIT AQUIN POUR RECTO VERSO

PETER LEUPRECHT

L'HOMME DE DROIT CONTRE LA DROITE

Né en Autriche en 1937, docteur en lois de l'Université d'Innsbruck, Peter Leuprecht est directeur des droits de l'Homme au Conseil de l'Europe entre 1980 et 1993, puis son secrétaire général adjoint de 1993 à 1997. M. Leuprecht a œuvré auprès de cette organisation pendant 36 ans. En août 2000, il était nommé représentant spécial en matière des droits de l'Homme au Cambodge par Kofi Annan, secrétaire général des Nations Unies.

RECTO VERSO : Jadis, on parlait de gouvernement, aujourd'hui, de gouvernance. Comment interprétez-vous ce glissement de vocabulaire?

PETER LEUPRECHT : Gouvernance est un concept à la mode, dont la signification est loin d'être claire : moi, je préfère qu'on parle de démocratie, de *rule of law*, d'État de droit, de droits de

la personne. J'ai le soupçon que bonne gouvernance, pour certains, c'est surtout des conditions sûres pour les investissements.

RV : Comment en est-on arrivé là? Beaucoup de concepts sont remis en question par une sorte de révolution linguistique opérée par la droite?

PL : Je crois qu'il y a un discours qui envahit de plus en plus les manières de penser, les manières de parler. J'ai souvent dit que c'est une nouvelle idéologie, même si les partisans de ces nouvelles thèses annoncent la mort des idéologies. Il y en a qui ont annoncé la fin de l'histoire. Je pense à Fukuyama *, qui est très à la mode, au discours qui dit qu'il n'y a plus d'idéologie aujourd'hui, que les idéologies sont mortes. Au contraire, il y a une idéologie puissante qui ne s'avoue pas comme telle, que j'appelle l'idéologie panéconomique, le fondamentalisme du marché.

C'est le terme qu'emploie George Soros [gestionnaire de fonds spéculatifs new-yorkais multimillionnaire très influent]. Je prends Soros au sérieux, parce que, contrairement à un professeur comme moi, c'est un praticien. D'ailleurs, Soros prédit que tôt ou tard ce système va se casser la figure. Il sait de quoi il parle. C'est un praticien de ces phénomènes. Dans le cadre de ce nouveau discours, de cette nouvelle idéologie, les concepts qui ont un contenu réel se perdent de plus en plus, tels que démocratie, *rule of law*, État de droit, droits de la personne...

RV : En 1989, lors du 200^e anniversaire de la Révolution française, on parlait de démocratie et de droits de l'Homme. Aujourd'hui, on associe démocratie et libre marché. Comment jugez-vous cette dichotomie : des droits de l'Homme et libre marché.

PL : Il y a un lien profond entre démocratie et droits de la personne. Un régime véritablement démocratique crée un climat favorable à l'épanouissement des droits de l'Homme.

Pour ce qui est du marché et du libre-échange, je ne suis pas du tout opposé à ces notions, mais, contrairement à certaines doctrines, comme celle de Hayek *, je ne crois pas du tout à la moralité du marché. Je ne pense pas que le marché puisse régler tout. Je pense au contraire que, pour protéger les droits de l'Homme, tout pouvoir doit être contrôlé. Le pouvoir économique qui, aujourd'hui, est extrêmement puissant, lui aussi doit être contrôlé. Karl Popper *, le philosophe de la société ouverte, a d'ailleurs écrit qu'on atteint un stade critique lorsque le pouvoir économique n'est plus contrôlé par le pouvoir politique. Je crois que nous avons atteint ce stade, et cela pose un problème très sé-